

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/11415]

23 MARS 2017. — Ordonnance portant
organisation des milieux d'accueil pour enfants (1)

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Dans la présente ordonnance, on entend par :

1° organisateur d'un milieu d'accueil : toute personne physique ou morale qui organise l'accueil d'enfants dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui ne peut être considérée comme une institution qui, en raison de son organisation, relève exclusivement de la Communauté française ou de la Communauté flamande;

2° accueil d'enfants : l'accueil à titre de profession, moyennant rémunération et de manière régulière, d'au moins un enfant âgé de moins de 3 ans hors du milieu familial;

3° Collège réuni : le Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale;

4° Administration : les Services du Collège réuni;

5° service d'inspection : les personnes chargées du contrôle du respect des dispositions de la présente ordonnance ou des dispositions adoptées en vertu de celle-ci, et désignées à cette fin par le Collège réuni.

Art. 3. § 1^{er}. L'objectif de la présente ordonnance est de veiller à ce qu'aucun milieu d'accueil d'enfants dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ne puisse opérer sans autorisation, afin de donner à chaque enfant gardé en Région de Bruxelles-Capitale une garantie minimale de qualité.

§ 2. Tout organisateur d'un milieu d'accueil doit, préalablement au fonctionnement de celui-ci et aussi longtemps que l'accueil d'enfants se poursuit, être titulaire d'une autorisation du Collège réuni.

Art. 4. L'organisateur d'un milieu d'accueil doit respecter les conditions d'autorisation aussi longtemps que l'accueil d'enfants se poursuit. Ces conditions ont trait à tout le moins à :

1° l'infrastructure;

2° la sécurité et la santé;

3° les qualifications et les compétences du personnel;

4° les normes d'encadrement;

5° la politique pédagogique en vue du bien-être et du développement de l'enfant;

6° la coopération avec les familles et la non-discrimination des enfants et des familles.

Le Collège réuni arrête les conditions d'autorisation, y compris les procédures d'octroi, de refus et de retrait de l'autorisation. Les octrois, les refus et les retraits d'autorisation sont effectués par le Collège réuni.

L'organisateur du milieu d'accueil qui ne remplit pas les conditions d'autorisation peut être autorisé à poursuivre ses activités par le Collège réuni dans le délai et aux conditions que ce dernier détermine.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2017/11415]

23 MAART 2017. — Ordonnantie houdende
de organisatie van kinderopvang (1)

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. In deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° organisator van kinderopvang : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die kinderopvang organiseert in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, en niet kan worden beschouwd als een instelling die wegens zijn organisatie uitsluitend behoort tot de Vlaamse of de Franse Gemeenschap;

2° kinderopvang : de beroepsmatige kinderopvang, tegen betaling en op regelmatige wijze, van minstens één kind jonger dan drie jaar buiten het familiaal verband;

3° Verenigd College : het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad;

4° Administratie : de Diensten van het Verenigd College;

5° inspectiedienst : de personen belast met de controle van de naleving van de bepalingen van deze ordonnantie of van de bepalingen aangenomen krachtens deze ordonnantie, en daartoe aangeduid door het Verenigd College.

Art. 3. § 1. De doelstelling van huidige ordonnantie is om ervoor te zorgen dat er geen enkele kinderopvang in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad zonder vergunning kan werken zodat er voor elk opgevangen kind in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een minimale garantie op kwaliteit is.

§ 2. Elke organisator van kinderopvang moet voorafgaand aan de werking van kinderopvang en zolang er kinderopvang plaatsvindt, een vergunning hebben van het Verenigd College.

Art. 4. De organisator van kinderopvang moet de vergunningsvoorwaarden naleven zolang er kinderopvang plaatsvindt. Deze voorwaarden hebben tenminste betrekking op :

1° de infrastructuur;

2° de veiligheid en de gezondheid;

3° de kwalificaties en capaciteiten van het personeel;

4° de omkaderingsnormen;

5° het pedagogisch beleid met het oog op het welzijn en de ontwikkeling van het kind;

6° de samenwerking met de gezinnen en het niet-discrimineren van kinderen en gezinnen.

Het Verenigd College bepaalt de nadere voorwaarden voor de vergunning, inclusief de procedures voor de toekenning, weigering en intrekking van de vergunning. De toekenningen, weigeringen en intrekkingen van vergunningen gebeuren door het Verenigd College.

De kinderopvang die de vergunningsvoorwaarden niet naleeft kan door het Verenigd College toegelaten worden om haar activiteiten verder te zetten binnen de door hem bepaalde termijn en onder de door hem bepaalde voorwaarden.

Le Collège réuni prévoit la possibilité de fermeture immédiate, en attendant une décision de retrait de l'autorisation, en cas de méconnaissance des conditions d'autorisation qui constitue un danger grave et immédiat pour la santé ou la sécurité des enfants accueillis.

Art. 5. Lorsque l'Administration constate qu'un organisateur d'un milieu d'accueil ne respecte pas l'article 3 de la présente ordonnance, elle le met en demeure de se mettre en conformité. L'organisateur doit entreprendre les démarches nécessaires pour se mettre en conformité dans les 15 jours ouvrables de la mise en demeure.

En cas d'urgence, la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er}, peut être omise et les mesures administratives, telles que visées à l'article 6, sont prises immédiatement.

Art. 6. Lorsque l'organisateur du milieu d'accueil ne donne pas suite à la mise en demeure visée à l'article 5, l'Administration transmet à l'organisateur du milieu d'accueil un ordre de fermeture mentionnant la date à laquelle la fermeture prend cours. En cas de danger imminent et grave pour la santé ou la sécurité, la fermeture peut être imposée immédiatement.

L'Administration informe le plus rapidement possible le bourgmestre de la commune de l'emplacement du milieu d'accueil. Le bourgmestre vérifie si l'ordre de fermeture est respecté et en informe l'Administration.

Si après l'échéance du délai de fermeture, il est constaté que le milieu d'accueil n'a pas cessé ses activités, le bourgmestre procède à l'exécution de la mesure administrative. Cette mesure est exécutée à la charge et au risque de l'organisateur du milieu d'accueil.

Art. 7. Dans le cadre des conditions d'autorisation et aux fins de mettre en œuvre les missions dans le cadre de l'exercice de la compétence de l'accueil de la petite enfance, l'Administration et l'organisateur du milieu d'accueil traitent en exécution de la présente ordonnance et des arrêtés d'exécution au moins les données à caractère personnel suivantes :

1° concernant l'enfant et la famille de l'enfant;

- a) les données d'identification;
- b) les données médicales de l'enfant;

2° concernant le personnel :

- a) les données d'identification et les données relatives à la formation;
- b) les données médicales et judiciaires, c'est-à-dire une attestation d'aptitude médicale et un extrait du casier judiciaire;

3° les données sur les situations de crise dans le milieu d'accueil et les données sur les traitements de plaintes concernant le milieu d'accueil.

Le délai de conservation est de dix ans pour les données sur les plaintes et les situations de crise, et de cinq ans pour les autres données. Pour les données sur le personnel, le délai prend cours à partir de la date du terme du contrat.

Art. 8. La constatation que les dispositions de la présente ordonnance ou les dispositions adoptées en vertu de celle-ci sont respectées ou non, ainsi que la constatation d'une urgence ou d'un danger imminent et grave pour la santé ou la sécurité, se fait sur la base d'un rapport du service d'inspection, qui a valeur probante jusqu'à preuve du contraire.

Dans ce cadre, les membres du service d'inspection ont le droit de visiter pendant les heures d'ouverture du milieu d'accueil chaque endroit destiné à l'accueil d'enfants et de prendre connaissance sur place de tout document et toute information nécessaires à l'exercice du contrôle et de se faire envoyer ces documents.

Art. 9. Celui qui organise un milieu d'accueil en infraction avec l'article 3 est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de un euro à cent vingt-quatre euros ou d'une de ces peines seulement.

Het Verenigd College voorziet de mogelijkheid tot onmiddellijke sluiting, in afwachting van een beslissing over de intrekking van de vergunning, bij overtredingen van vergunningsvoorwaarden die een onmiddellijk en ernstig gevaar uitmaken voor de gezondheid of de veiligheid van de opgevangen kinderen.

Art. 5. Wanneer de Administratie vaststelt dat een organisator van kinderopvang artikel 3 van deze ordonnantie niet naleeft, maant ze hem aan opdat hij zich in regel stelt, waarbij binnen een termijn van 15 werkdagen de stappen ondernomen moeten worden om zich in regel te stellen.

Bij dringende noodzakelijkheid kan de aanmaning, vermeld in het eerste lid, achterwege gelaten worden, en worden onmiddellijk bestuurlijke maatregelen genomen als vermeld in artikel 6.

Art. 6. Als de organisator van kinderopvang geen gevolg geeft aan de aanmaning vermeld in artikel 5, stuurt de Administratie een sluitingsbevel aan de organisator van kinderopvang met vermelding van de datum waarop de sluiting ingaat. Ingeval van een imminent en ernstig gevaar voor de gezondheid of veiligheid kan de sluiting onmiddellijk worden opgelegd.

De Administratie licht de burgemeester van de gemeente waar de kinderopvang plaatsvindt zo spoedig mogelijk in. De burgemeester gaat na of het sluitingsbevel wordt nageleefd, en informeert de Administratie daarover.

Als na de inwerkingtreding van de sluiting wordt vastgesteld dat de werking van de kinderopvang niet is stopgezet, gaat de burgemeester over tot uitvoering van de sluiting. Die maatregel wordt op kosten en risico van de organisator van kinderopvang uitgevoerd.

Art. 7. In het kader van de vergunningsvoorwaarden en teneinde de taken in het kader van het beleid inzake kinderopvang te kunnen uitvoeren, verwerken de Administratie en de organisator van kinderopvang in uitvoering van deze ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten minstens de volgende persoonsgegevens :

1° van het kind en van het gezin van het kind :

- a) de identificatiegegevens;
- b) de medische gegevens van het kind;

2° van het personeel :

- a) de identificatiegegevens en de opleidingsgegevens;
- b) de medische en gerechtelijke gegevens, met name een attest van medische geschiktheid en een uittreksel uit het strafregister;

3° de gegevens over de crisissituaties in de kinderopvang en de gegevens over de behandeling van klachten over de kinderopvang.

De bewaartermijn is tien jaar voor de gegevens over de klachten en crisissituaties, en vijf jaar voor de andere gegevens. Voor de gegevens over het personeel begint de termijn te lopen vanaf het einde van de tewerkstelling.

Art. 8. De vaststelling dat de bepalingen van deze ordonnantie of de bepalingen genomen krachtens deze ordonnantie al dan niet worden nageleefd, inclusief de vaststelling van een dringende noodzakelijkheid en van een imminent en ernstig gevaar voor de gezondheid of veiligheid, gebeurt op basis van een verslag van de inspectiedienst, dat bewijswaarde heeft tot het gedeelte is bewezen.

Met het oog op deze vaststellingen hebben de leden van de inspectiedienst het recht om elke plaats bestemd voor kinderopvang te bezoeken tijdens de openingstijden van de kinderopvang en ter plaatse kennis te nemen van alle stukken en inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het uitoefenen van het toezicht en zich deze stukken te laten opsturen.

Art. 9. Hij die kinderopvang organiseert in strijd met artikel 3, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van één euro tot honderd vierentwintig euro of met één van deze straffen.

Art. 10. La présente ordonnance entre en vigueur à une date à prévoir par le Collège réuni.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 mars 2017.

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures,

D. GOSUIN

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

P. SMET

Le Membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films,

C. FREMAULT

—————
Note

(1) *Session ordinaire 2016-2017.*

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune. — Projet d'ordonnance, B-70/1. — Rapport, B-70/2. — Amendements après rapport, B-70/3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 10 mars 2017.

Art. 10. Deze ordonnantie treedt in werking op een door het Verenigd College bepaalde datum.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 maart 2017.

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting en de Externe Betrekkingen,

D. GOSUIN

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

P. SMET

Het Lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

C. FREMAULT

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 2016-2017.*

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. — Ontwerp van ordonnantie, B-70/1. — Verslag, B-70/2. — Amendementen na verslag, B-70/3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 10 maart 2017.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2017/30201]

Carrière extérieure. — Nominations fonctions de management

Par arrêté royal du 29 février 2016, Mme Anick VAN CALSTER a été désignée comme titulaire d'une fonction de management N-1, dans la fonction de « Directeur général des Affaires bilatérales », à partir du 22 août 2016.

Par arrêté royal du 13 mars 2016, M. Bruno VAN DER PLUIJM a été désigné comme titulaire d'une fonction de management N-1, dans la fonction de « Directeur général de la Coopération au développement et Aide humanitaire », à partir du 1^{er} août 2016.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/201965]

Direction générale Relations collectives de travail. — Nomination des membres de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux

Par arrêté du Directeur général du 3 avril 2017, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

sont nommés membres de la Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

STOKX Ivo, à Houthalen-Helchteren;

KERREMANS Michel, à Oud-Heverlee;

VANHEERS Peter, à Montagu-Zichem;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2017/30201]

Buitenlandse carrière. — Aanduiding managementfuncties

Bij koninklijk besluit van 29 februari 2016 werd Mevr. Anick VAN CALSTER aangeduid als titularis van een managementfunctie N-1 in de functie van "Directeur-generaal Bilaterale Zaken", vanaf 22 augustus 2016.

Bij koninklijk besluit van 13 maart 2016 werd de heer Bruno VAN DER PLUIJM aangeduid als titularis van een managementfunctie N-1 in de functie van "Directeur-generaal Ontwikkelingssamenwerking en Humanitaire hulp", vanaf 1 augustus 2016.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/201965]

Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrokkingen. — Benoeming van de leden van het Paritair Comité voor de bedienden van de non-ferro metalen

Bij besluit van de Directeur-generaal van 3 april 2017, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt :

worden benoemd tot leden van het Paritair Comité voor de bedienden van de non-ferro metalen :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

De heren :

STOKX Ivo, te Houthalen-Helchteren;

KERREMANS Michel, te Oud-Heverlee;

VANHEERS Peter, te Scherpenheuvel-Zichem;